Burundi : La frondeuse repentie Alice Nzomukunda investie au Conseil de l’unité

PANA,Â 06 fÃ©vrier 2018 Burundi : Investiture des membres du Conseil national pour lâ€™unitÃ© Bujumbura, Burundi - Les sept membres du nouveau Conseil national pour lâ€™unitÃ© et la rÃ©conciliation ont prÃªtÃ© serment, mardi, sur lâ€™engage dâ€™accomplir leur mission avec Â«impartialitÃ© et dÃ©vouementÂ», dans une cÃ©rÃ©monie haute en couleurs, prÃ©sidÃ©e chef de lâ€™Etat, Pierre Nkuzunziza, au Parlement burundais, a-t-on constatÃ© sur place.Â [Photo : Le prÃ©sident Nkurunziza salue Mme Alice Nzomukunda aprÃ¨s sa prestation de serment comme vice-prÃ©sidente du Conseil National pour l'UnitÃ© et la RÃ©conciliation.]

NommÃ©s par dÃ©cret un mois avant, les sept membres ont Ã©tÃ© investis solennellement au lendemain de la cÃ©lÃ©bratio 27Ã¨me anniversaire de lâ€™adoption de la Charte de lâ€™unitÃ© et 18 ans aprÃ¨s la conclusion de lâ€™accord dâ€™Arusha qui prÃ©voit un certain nombre de mÃ©canismes de cohabitation pacifique au Burundi. En plus du Conseil de lâ€™unitÃ©, lâ€™accord de sortie de la guerre civile Ã caractÃ¨re ethnique, des annÃ©es 1990-2000, a encore prÃ©vu la mise en place de Commission pour la vÃ©ritÃ© et la rÃ©conciliation (CVR), ainsi que la Commission pour la prÃ©vention du gÃ©nocide. Le Conseil de lâ€™unitÃ© a Ã©tÃ© placÃ© sous la prÃ©sidence de Guillaume Ruzoviyo, un descendant de la lointaine monarchie burundaise. Les nostalgiques de la monarchie rappellent que câ€™est Ã cette Ã©poque que le Burundi a connu sa plus longue pÃ©riode de stabilitÃ© politique et de cohabitation harmonieuse entre les trois principales communautÃ©s ethniques des Hutu, des Tutsi et des Batwa (PygmÃ©es). A la fin de la pÃ©riode monarchique, les rivalitÃ©s ethniques nâ€™ont cessÃ© dâ€™endeuiller le Burundi, notamment en 1972, en 1988, en 1993, en 1994, en 1996 et en 1997. La Vice-prÃ©sidence du Conseil de lâ€™unitÃ© est revenue Ã une RÃ©publicaine, Mme Alice Nzomukunda, issue de la communautÃ© majoritaire des du Burundi. Cette ancienne vice-prÃ©sidente de la rÃ©publique revient au devant de la scÃ¨ne politique nationale aprÃ¨s une longue pÃ©riode dâ€™exil, en Belgique, depuis les derniÃ¨res Ã©lections controversÃ©es et Ã©maillÃ©es de violences de La frondeuse repentie Ã©tait rÃ©cemment encore la trÃ©soriÃ¨re du Conseil national pour la dÃ©fense de lâ€™Accord inter-burundais dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, en Tanzanie sur la paix, la rÃ©conciliation et lâ€™Etat de droit (CNARED, principale plateforme de lâ€™opposition intÃ©rieure et en exil). En plus des Ã©quilibres ethniques et de genre voulus par lâ€™accord dâ€ et la Constitution, les confessions religieuses sont Ã©galement reprÃ©sentÃ©es, au sein du Conseil de lâ€™unitÃ©, par le prÃ© lâ€™Eglise protestante du Burundi, Mgr Justin Nzosaba. Le prÃ©lat dirigeait, rÃ©cemment encore, la Commission du dialogue politique national visant Ã sortir le pays de la crise Ã©lectorale de 2015. Lâ€™autre membre connu du Conseil de lâ€™unitÃ© Adolphe Rukenkanya, un ancien ministre burundais de la Jeunesse, des Sports et de la Culture. Les deux membres restants, Adolphe Bazonyica et Mme MÃ©diatrice Bizabishaka, sont des nouveaux venus sur la scÃ¨ne politique nationale, pour nombre de Burundais. La tÃ¢che du Conseil ne sâ€™annonce pas de tout repos, comme le rappelait, la veille encore, le chef de lâ€™Etat burundais, lors des cÃ©rÃ©monies commÃ©moratives du 27Ã¨me anniversaire de la Charte de lâ€™unitÃ© n Le prÃ©sident Nkurunziza a dÃ©noncÃ© des politiciens qui attisent et entretiennent des divisions ethniques pour des intÃ©rÃªts personnels. Le chef de lâ€™Etat burundais a, Ã©galement, parlÃ© dâ€™un hÃ©ritage colonial, basÃ© sur la politique du Â«div rÃ©gnerÂ» et quâ€™il entend combattre par tous les moyens pour ne pas lÃ©guer un avenir sombre et accablant aux gÃ©nÃ©r montantes. Le Burundi fut, tour Ã tour, une colonie allemande, puis Belge, jusqu'en 1962, date de son accession Ã la souverainetÃ© nationale, rappelle-t-on. Le pays attire encore l'attention de la communautÃ© internationale et depuis le mois dâ€™octobre dernier, la Cour pÃ©nale internationale (CPI) a lancÃ© des enquÃªtes sur des "crimes contre l'humanitÃ©" suppos avoir Ã©tÃ© commis Ã l'ombre de la crise socio-politique autour des Ã©lections controversÃ©es et Ã©maillÃ©es de violences d 2015. On a encore assistÃ© Ã des tentatives dâ€™ethniciser la crise, partie en avril 2015, de lâ€™officialisation de la candidat de lâ€™actuel chef de lâ€™Etat Ã un troisiÃ¨me quinquennat, depuis 2005, jugÃ© contraire Ã la Constitution et Ã lâ€™accord

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});